

De la base au sommet : suivre les progrès du développement local

Suivi participatif des résultats

Le problème

En dépit de certaines réformes et d'une légère croissance économique au cours des dernières années, les conditions de vie restent précaires au Togo. Près de 62 pour cent de la population vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Le fort taux de chômage des jeunes (près d'un tiers des 15 à 25 ans sont sans emploi ou sous-employés) et la répartition inégale des chances contribuent à ralentir le développement du pays.

Afin d'améliorer la situation, le gouvernement togolais poursuit depuis 2012 la « stratégie nationale de croissance accélérée et de promotion de l'emploi » (SCAPE). Jusqu'en 2017, elle prévoit de promouvoir les secteurs économiques à forte croissance, d'améliorer la gouvernance et l'infrastructure, d'accroître les possibilités de formation et de générer des emplois ainsi que d'assurer une gestion durable des espaces urbains et de l'environnement.

Pour que les progrès puissent faire l'objet d'un suivi régulier, la GIZ, intervenant sur mandat du ministère fédéral allemand de la

Coopération économique et du Développement (BMZ), soutient le gouvernement togolais et les responsables de la planification nationale du développement dans la mise en œuvre d'un système participatif de suivi-évaluation de la SCAPE dans les régions Central, Maritime et Plateaux.

Participation et échange d'informations à tous les niveaux

Les analyses et plans d'action de la SCAPE définissent le cadre de tous les projets de développement en cours et futurs au Togo. Le succès de la SCAPE dépend pour l'essentiel d'une participation concertée et coordonnée de tous les acteurs impliqués dans la

Nom de projet	Programme Bonne Gouvernance/Décentralisation
Sur mandat du	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
Zone d'intervention du projet	Kpalimé, Sokodé et Tsévié
Structure politique responsable	Ministère de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MPDAT)
Durée	Mars 2014 au Février 2016

planification du développement, qu'il s'agisse des membres de ministères et d'administrations communales ou de représentantes et représentants d'organisations de la société civile et d'associations à base communautaire. Il faut par ailleurs que les instruments du système de suivi-évaluation fonctionnent bien, car c'est seulement ainsi que les problèmes éventuels pourront être corrigés et que les objectifs et résultats fixés pourront être atteints en temps voulu.

La GIZ encourage la communication entre tous les acteurs impliqués dans la planification du développement, les conseille sur l'organisation fonctionnelle et leur transmet les connaissances spécifiques pour gérer la stratégie de mise en œuvre de la SCAPE. Elle soutient également la l'application de mécanismes efficaces de transmission de l'information tant au niveau national et sectoriel qu'à celui des différentes régions, préfectures et communes.

Suivi commun des résultats

Le processus de développement ne peut avoir des effets globaux que s'il tient compte des conditions de vie et des besoins des populations. Il faut donc que le dialogue national intègre la perspective de la population. Pour assurer l'aspect participatif du suivi des résultats atteints au titre de la SCAPE, le gouvernement togolais a, dès 2010, mis en place un dispositif institutionnel de pilotage avec des représen-



La nouvelle cour d'appel, bâtie suite à l'amélioration de l'infrastructure.

Photo : © Amivi Agbojaze, MPDAT

15 à 25 ans sont sans emploi ou sous-employés



Matériel d'information du ministère de la planification sur la stratégie de croissance, Schéma à droite : seuil de pauvreté.

Ina Dettmann-Busch
ina.dettmann-busch@giz.de

Anita Sebio Kouhè
anita.sebio-kouhe@giz.de

Tél : +228 - 22 21 84 27

tants nationaux, sectoriels, régionaux et locaux. Il doit veiller à ce que toutes les activités de développement se renforcent mutuellement et que les acteurs collaborent au sein d'un partenariat dynamique et dans le respect de la législation relative à la décentralisation et à la déconcentration.

« Le système participatif de suivi-évaluation est un instrument efficace qui permet de recueillir des informations probantes et importantes pour la mise en œuvre de politiques publiques de nature à promouvoir le développement économique, social et culturel. »

Directeur du Cabinet du ministère de la Planification et du Développement

La GIZ conseille le Secrétariat technique chargé du pilotage de la SCAPE pour la mise en œuvre du suivi participatif et de l'évaluation des résultats dans les régions. Elle appui le renforcement des capacités des instances locales qui, en raison de leur composition hétérogène (autorités traditionnelles, administrations communales, société civile, secteur privé, organisations de développement), ne sont pas encore suffisamment fonctionnelles.

Pour que les décideurs disposent d'informations fiables pour orienter le développement au profit réel des populations, les expériences faites par la population doivent être recueillies et prises en considération.

Renforcement des capacités

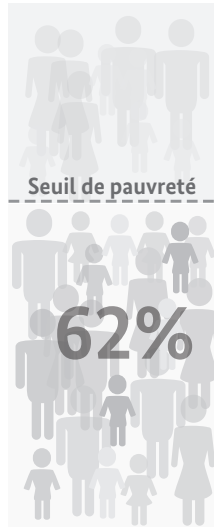
La mise en œuvre du système de suivi et d'évaluation de la SCAPE exige des connaissances professionnelles, des capacités de gestion ainsi que des compétences de travail en équipe, et ce tant au plan national que régional. De vastes mesures de renforcement des capacités doivent permettre que s'établisse un système de communication durable qui puisse fournir des données fiables et exploitables pour le suivi des résultats et l'évaluation de la SCAPE.

Par la formation continue, les décideurs du niveau national seront sensibilisés à l'utilité d'un système de suivi participatif des

résultats et seront formés à la méthodologie. Lors d'un atelier tenu en mai 2014, 33 collaboratrices et collaborateurs de 11 ministères ont identifié des mesures d'amélioration du flux d'informations entre le niveau gouvernemental et communal.

En août 2014, 65 représentants de préfectures, des communes et d'organisations de la société civile associés à la conception et à la mise en œuvre de la SCAPE ainsi qu'au suivi et à l'évaluation des résultats au niveau régional, préfectoral et communal ont mis au point des lignes d'action concrètes pour une bonne coopération avec les organes de pilotage nationaux. Ils ont précisé que des informations fiables, une planification sûre, des instruments efficaces, la création de groupes de travail et une bonne stratégie de communication soient indispensables à cet effet.

D'ici à l'été 2015, il sera possible de recueillir les premières expériences faites avec le système de suivi participatif de la SCAPE et de formuler des recommandations pour la prise en compte des résultats dans les projets de développement en cours. Des membres de communautés de population auront participé à des formations continues et s'engageront plus pour la mise en œuvre de la stratégie nationale. Cette mesure est actuellement au Togo la seule action visant à promouvoir un système de suivi des résultats et d'évaluation de la SCAPE au niveau sous-national.



« Le soutien apporté par la GIZ au suivi et à l'évaluation ... permet d'espérer que l'on disposera d'un système efficace et performant de pilotage de la mise en œuvre de la SCAPE. Ce soutien facilitera la création d'un système de suivi cohérent appelant à une participation accrue des citoyens à la définition des priorités de développement et au suivi des activités de développement par la population. »

Secrétaire Technique du DSRP

Publié par Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Siège de la société, Bonn et Eschborn, Allemagne
Programme Bonne Gouvernance/Décentralisation (ProDeG)
BP 1510 Lomé,
Togo
T +228 22 21 84 27
F +228 22 22 17 49
prodeg@giz.de
www.giz.de

Auteur Eva Maria Helm, Köln

Conception Ira Olaleye, Eschborn

Mise à jour Novembre 2014

Sur mandat du Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
www.bmz.de